REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 30 MARS 2021 A 18 H 30

Présents : Mmes EULOGE, FONTIN, BLANC, MARTINEAU,
MM. DELSARTE, IZOARD, ESCLANGON, MICHEL Gérard, MICHEL Jean-François, DELACROIX, MAUREL, NICOLA et
DUSSAILLANT.

Absents excusés : Mme HEYRIES et Mr MOULET

Secrétaire de séance : M. IZOARD Philippe est désigné secrétaire de séance.

Points à l'ordre du jour :

1 - APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 19 Février 2021

Le compte rendu du 19/02/2021 est approuvé à l'unanimité.

2 – REMPLACEMENT TONDEUSE AUTOPORTEE – DEMANDE DE SUBVENTION FODAC 2021

La tondeuse qui équipe le service technique doit être remplacée pour éviter des réparations à répétition.

Deux fournisseurs ont été sollicités pour des devis :

- Sté Chastel & Meyzenc à Larnage	10 800.00 € HT
- Forêt Jardin Service à Sisteron	10 149.30 € HT

Le modèle qui paraît le plus adapté est le Rider en 4x4 de chez Forêt Jardin Service à Sisteron.

Une subvention auprès du Conseil Départemental des AHP au titre du Fonds Départemental d'Aide aux Communes 2021 va être sollicitée pour un taux maximum de 40 % sur le montant H.T., soit la somme de 4 059.72 €. Un autofinancement de 6 089.58 € serait à prévoir.

Après discussion et vue la proximité pour le SAV, la proposition de Forêt Jardin Service à Sisteron est adoptée à l'unanimité.

3- ENTRETIEN DES BATIMENTS COMMUNAUX ET CANTINE SCOLAIRE – CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL

Afin de procéder au remplacement d'un agent admis à la retraite, l'emploi d'un adjoint technique territorial contractuel a été fait dans le cadre d'un accroissement temporaire d'activité depuis le 3 août 2020 pour un temps de travail annualisé de 22,5 h hebdomadaires.

Ce contrat a été prorogé le 1^{er} janvier 2021 et arrivera à échéance au 31 mai 2021.

Il y a donc lieu de pérenniser cet emploi sur un poste permanent.

Il vous est proposé de délibérer pour modifier le tableau des emplois de la commune et créer un emploi d'adjoint technique territorial de 24 h hebdomadaire sur un temps de travail annualisé sur l'année scolaire.

Ensuite, deux options sont possibles :

- recrutement dans le cadre de la fonction publique territoriale avec une année de stage, titularisation, puis déroulement de carrière,

- Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et conformément au décret n° 2019-1414 DU 19/12/2019, notre commune comptant moins de 1000 habitants a la possibilité de recruter un agent contractuel. Ce contrat doit avoir une durée maximale de 3 ans renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Un contrat à durée indéterminée doit ensuite être signé.

Après échanges vote à l'unanimité pour la création d'un emploi permanent d'adjoint technique et le recrutement d'un agent contractuel pour 24h hebdomadaires sur une durée de trois ans.

4 – EXPLOITATION DU RESTAURANT – CAHIER DES CHARGES ET PUBLICATION ANNONCE

Malgré la conjoncture actuelle peu favorable, on peut envisager que la situation s'améliore avant la saison touristique. Une étude du cahier des charges pour la consultation destinée à la recherche d'un exploitant du restaurant paraît nécessaire.

La mise à jour du cahier des charges a été effectuée (l'estimation du matériel mis à disposition, montant du cautionnement et montant des loyers).

Une publication plus large va être réalisée pour trouver un nouvel exploitant.

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 31/05/2021.

Après échanges vote à l'unanimité des modifications apportées au cahier des charges, de la date limite de dépôt des candidatures et de la réalisation d'une publication plus large que précédemment.

5 – PARCELLE DU VIEUX VILLAGE – PROMESSE UNILATERALE D'ACHAT SAFER/COMMUNE

Par délibération du 4 septembre 2020, la commune avait fait acte de candidature auprès de la SAFER pour l'acquisition de la parcelle cadastrée Section ZE n° 191 au lieu-dit « La Rochette » pour une surface de 1 894 m².

Cette candidature a été retenue par la SAFER qui nous demande de signer une promesse unilatérale d'achat de ce terrain aux conditions suivantes :

- Prix 2 400.00 €
- Prestations de service dues à la SAFER : 360.00 € TTC
- Frais de notaire en sus,
- engagement à conserver la qualité environnementale du bien pendant 10 ans à compter de la date de l'acte de vente.

Le conseil municipal à l'unanimité autorise Mme le maire à signer la promesse d'achat.

6 – PROCEDURE JUDICIAIRE CONCERNANT L'OCCUPATION SANS TITRE D'UN LOGEMENT SOCIAL COMMUNAL T2

Le logement T2 situé à l'arrière du restaurant a été restauré en 2017 avec l'aide de subventions d'Etat. Il s'agit d'un logement social pour lequel une convention a été signée entre l'Etat et la Commune dont les clauses doivent être respectées.

Un bail a été signé avec M. ROBERT Xavier en juin 2018 pour l'occupation de ce logement.

Ce bail n'a pas été dénoncé à ce jour.

Il se trouve qu'actuellement le logement est occupé par une tierce personne en accord avec M. ROBERT.

Les conditions du bail exigent que M. ROBERT doit occuper lui-même le logement de façon permanente, qu'il ne peut le sous-louer ni le prêter (même à titre gratuit) ce qui n'est pas le cas actuellement.

Le conseil municipal à l'unanimité autorise Mme le Maire à engager les démarches pour récupérer le logement avec l'aide d'un avocat spécialisé.

7 – CONVENTION CCJLVD/COMMUNE POUR INTERVENTIONS TECHNIQUES DANS LEURS LOCAUX

La CCJLVD ne disposant pas d'agent technique, il est proposé de passer une convention avec notre commune pour que nos employés techniques puissent intervenir pour réaliser des menus travaux dans leurs locaux.

Les interventions et les éventuels déplacements seraient consignés sur un carnet à souches.

Elles seront facturées à la CCJLVD en fonction du coût horaire de l'agent et les déplacements selon le barème kilométrique des agents de la fonction publique.

La durée de cette convention serait de 3 ans

A l'unanimité le conseil municipal autorise Mme le Maire à signer cette convention pour une durée de 3 ans.

8 – AVENANT A LA CONVENTION ETAT/COMMUNE CONCERNANT LA LOCATION DES LOGEMENTS DE LA RESIDENCE DES CIGALES

Le 28 octobre 2015, un acte a été signé entre la commune et l'état conventionnant les logements de la Résidence des Cigales. Cette convention était basée sur les surfaces théoriques des logements (53.68 m²).

Le maître d'ouvrage ayant procédé au relevé exact des surfaces de chaque logement, cette convention doit être modifiée et les montants des loyers seront modifiés.

A l'unanimité le conseil municipal autorise Mme le Maire à signer cet avenant pour modification de la convention.

9 – QUESTIONS DIVERSES

Question sur le projet de pédibus mené par l'Association « Vivre avec l'Ecole » et la possibilité d'implantation de panneaux de signalisation sur le CD4 ou en périphérie.

Le conseil départemental est très strict quant aux panneaux pouvant être installés en bordure du CD4.

Un passage protégé est présent au carrefour du camping, le conseil départemental ne réalisera pas de nouveau passage protégé au niveau du carrefour du chemin du Cèdre.

Le projet suit son cours.

Le président du SIVU Salignac Entrepierres fait part des difficultés à fournir en eau de nouveaux logements sur les communes desservies par le SIVU si leur nombre est élevé, compte tenu des pertes dues aux fuites sur le réseau.

Il demande une vision sur le nombre potentiel de nouvelles constructions sur la commune. Sur Salignac, pas de demande de nouveaux lotissements à ce jour, de nouvelles constructions par des particuliers sont à prévoir mais leur nombre est difficilement quantifiable.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h.